



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

**9808<sup>e</sup>** séance

Mercredi 11 décembre 2024, à 15 h 25

New York

*Provisoire*

*Présidente :* M<sup>me</sup> Carty ..... (États-Unis d'Amérique)

*Membres :*

Algérie .....	M. Koudri
Chine .....	M. Chen Yongchao
Équateur .....	M. Montalvo Sosa
Fédération de Russie .....	M. Grudinskiy
France .....	M <sup>me</sup> Meyer
Guyana .....	M <sup>me</sup> Rodrigues-Birkett
Japon .....	M. Mikanagi
Malte .....	M <sup>me</sup> Cassar
Mozambique .....	M. Afonso
République de Corée .....	M. June Byoung Park
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	M. Eckersley
Sierra Leone .....	M <sup>me</sup> Sidique
Slovénie .....	M <sup>me</sup> Blokar Drobič
Suisse .....	M. Hauri

## Ordre du jour

La question concernant Haïti

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 25.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La question concernant Haïti**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant d'Haïti à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

À la présente séance, le Conseil entendra un exposé de l'Ambassadrice Carolyn Rodrigues-Birkett, Représentante permanente du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti.

Je donne la parole à l'Ambassadrice Rodrigues-Birkett.

**M<sup>me</sup> Rodrigues-Birkett** (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur de m'adresser aux membres du Conseil de sécurité en application de l'alinéa e) du paragraphe 19 de la résolution 2653 (2022), dans lequel le Comité a été prié de rendre compte de ses travaux au Conseil une fois par an. Dans ma déclaration, je retracerai brièvement les travaux qui ont été menés depuis le dernier rapport de mon prédécesseur au Conseil, le 12 décembre 2023 (voir S/PV.9504/Corr.1).

À ce jour en 2024, le Comité s'est réuni à trois reprises dans le cadre de consultations et a organisé deux séances d'information à l'intention des États Membres.

Le 15 mars, après avoir entendu un exposé du Coordonnateur du Groupe d'experts concernant le rapport périodique du Groupe publié sous la cote S/2024/253, présenté en application du paragraphe 20 de la résolution 2700 (2023), le Comité a examiné les conclusions et les recommandations y figurant.

Lors de la séance d'information organisée à l'intention des États Membres le 15 juillet, le Coordonnateur du Groupe d'experts a exposé dans les grandes lignes les principales conclusions et recommandations figurant dans le rapport périodique du Groupe, présenté en application du paragraphe 20 de la résolution 2700 (2023). La Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des délégations d'États de la

région et d'autres États Membres, ont participé à la séance d'information.

Le 11 septembre, après avoir entendu un exposé du Coordonnateur du Groupe d'experts concernant le rapport final du Groupe publié sous la cote S/2024/704, présenté en application du paragraphe 20 de la résolution 2700 (2023), le Comité a examiné les conclusions et les recommandations y figurant.

Le 8 novembre, le Comité a entendu un exposé du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au nom du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, conformément au paragraphe 5 de la résolution 2664 (2022).

Lors de la séance d'information organisée à l'intention des États Membres le 11 novembre, le Coordonnateur du Groupe d'experts a exposé dans les grandes lignes les principales conclusions et recommandations figurant dans le rapport final du Groupe publié sous la cote S/2024/704, présenté en application du paragraphe 20 de la résolution 2700 (2023). La Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des délégations d'États de la région et d'autres États Membres, ont participé à la séance d'information.

Le Groupe d'experts constitué en application de la résolution 2700 (2023) a présenté au Conseil deux rapports : un rapport périodique le 29 mars et un rapport final le 30 septembre. Il a par ailleurs adressé deux rapports périodiques confidentiels au Comité durant son mandat. Ces rapports ont apporté des éclairages extrêmement utiles sur la situation en Haïti, ainsi que sur plusieurs personnes susceptibles d'être responsables ou complices d'activités faisant peser une menace sur la paix, la sécurité ou la stabilité en Haïti, ou qui auraient pu prendre part, directement ou indirectement, à de telles activités. Le mandat du Groupe a été prorogé jusqu'au 17 novembre 2025 en application de la résolution 2752 (2024). Le Groupe a été nommé par le Secrétaire général le 13 novembre.

Dans la résolution 2752 (2024), par laquelle le régime de sanctions concernant Haïti a été reconduit pour une durée d'un an, le Conseil de sécurité a également chargé le Comité d'examiner dans les meilleurs délais la version mise à jour de la liste des personnes et entités visées dans la résolution 2653 (2022), compte tenu des rapports présentés par le Groupe d'experts. À cet égard, le 27 septembre, le Comité a ajouté deux personnes à la liste des sanctions, qui compte actuellement sept personnes. En outre, le Comité reste activement saisi de la question. Je pense que la mise en œuvre du régime de

sanctions institué par la résolution 2653 (2022), parallèlement à d'autres mesures nécessaires, peut contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays et à la création d'un environnement propice à la transition politique en cours et à un processus politique à long terme.

Enfin, je voudrais remercier les États Membres de leur coopération avec le Comité et de leur participation aux réunions du Comité cette année. J'encourage les États Membres à continuer de renforcer leur coopération avec le Groupe d'experts et le Comité.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice Rodrigues-Birkett de son exposé.

Je donne maintenant la parole au représentant d'Haïti.

**M. Rodrigue** (Haïti) : Je voudrais tout d'abord saluer l'initiative d'organiser cette importante séance, pour entendre un exposé de la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2653 (2022) concernant Haïti. Je voudrais, à cet égard, exprimer la satisfaction de notre délégation pour le dynamisme et le leadership dont fait preuve l'Ambassadrice Carolyn Rodrigues-Birkett, Représentante permanente du Guyana, à la tête du Comité.

Une fois encore, notre pays a été le théâtre d'un énième acte de violence collective des gangs armés, qui ont semé le deuil et la désolation au sein de la population haïtienne. Le week-end dernier, à Cité Soleil, commune de Port-au-Prince, plus de 200 personnes ont été massacrées par les hommes du puissant chef de gang dénommé Micanor. Ainsi, comme les membres du Conseil peuvent le constater, Haïti continue de faire face à une crise multidimensionnelle sans précédent à la fois sécuritaire, humanitaire, institutionnelle et économique, qui paralyse le pays.

La situation sécuritaire continue de se détériorer. Les bandes armées deviennent de plus en plus violentes et opèrent sans crainte ni retenue. Elles commettent des exactions terrifiantes, notamment des meurtres, des enlèvements, des viols et des destructions. Des enfants, des femmes et des hommes sont pris au piège de cette violence aveugle. La population vit dans un état constant de peur, confrontée à une violence qui ne fait qu'empirer chaque jour. Elle continue de subir une violence croissante et des violations massives de ses droits fondamentaux, y compris les violences sexuelles, les meurtres, les enlèvements et les déplacements forcés.

La crise a pris des proportions catastrophiques en raison de l'intensification des attaques coordonnées à grande échelle menées contre la population. Environ 5 000 personnes ont été tuées depuis janvier, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il y a quelques jours, des membres d'un gang criminel ayant pour chef le nommé Micanor ont assassiné à Cité Soleil au moins 200 personnes, principalement des vieillards sans défense, pour venger la mort du fils de leur chef. Selon celui-ci, ces personnes seraient responsables de la mort de son fils, sur qui elles auraient jeté un mauvais sort.

Le Gouvernement haïtien, par l'intermédiaire du Conseil présidentiel de transition, a condamné fermement cet acte odieux. Il a réitéré sa détermination à poursuivre les responsables de ces crimes, ainsi que leurs complices, afin de les traduire en justice. Cette tragédie reflète l'urgence absolue de rétablir la sécurité et la stabilité pour protéger les citoyens.

Il ne fait aucun doute que la prolifération d'armes et de munitions constitue l'un des moteurs principaux de cette spirale de violence. Haïti est envahie par des armes de guerre, malgré l'embargo imposé par le Conseil de sécurité par sa résolution 2653 (2022). Ces armes proviennent de l'extérieur du pays car Haïti ne fabrique pas d'armes. Des fusils d'assaut et des armes automatiques, initialement conçus pour des zones de guerre, se retrouvent aujourd'hui entre les mains des gangs haïtiens. Entre janvier et novembre 2024, les homicides ont augmenté de 30 % et les enlèvements ont triplé. Les gangs, équipés de ces armes sophistiquées, surpassent la Police nationale d'Haïti, tant en puissance de feu qu'en moyens logistiques. Ces armes alimentent la terreur : extorsions, viols, enlèvements et meurtres. Comment pouvons-nous justifier ces flux illégaux d'armes alors qu'un embargo est en place ? Pourquoi les mesures existantes ne suffisent-elles pas ?

Les sanctions établies en ce qui concerne Haïti, en 2022, devrait jouer un rôle vital dans la diminution de l'insécurité. L'embargo sur les armes, les interdictions de voyage et le gel des avoirs sont des outils indispensables pour ramener la paix et la sécurité dans le pays. Pourtant, l'efficacité de ces sanctions repose sur leur application stricte. Malheureusement, des réseaux sophistiqués contournent ces mesures. La complicité locale et internationale facilite le trafic. Les sanctions ciblées, bien qu'essentiels, doivent être renforcées pour inclure tous les acteurs impliqués dans cette chaîne criminelle. Nous devons poser les questions difficiles : Quelles nouvelles mesures sont nécessaires pour intercepter ces armes ?

Quels mécanismes pouvons-nous mettre en place pour surveiller et empêcher leur entrée sur le territoire haïtien ?

Face à cette crise, il est clair que des mesures supplémentaires sont nécessaires. D'abord, il est urgent d'appliquer strictement les sanctions ciblées en identifiant et en sanctionnant tous les acteurs impliqués dans le trafic d'armes, y compris leurs complices financiers et logistiques. Ensuite, un soutien massif aux forces de l'ordre est plus que nécessaire, en fournissant notamment des

équipements, des formations et un appui logistique pour restaurer la sécurité.

Haïti est à un tournant décisif. Chaque jour qui passe, des vies sont perdues, des familles sont détruites et l'espoir disparaît. Les résolutions adoptées doivent se traduire par des actions concrètes. Nous comptons sur le Comité des sanctions pour faire respecter les décisions prises dans la résolution 2653 (2022).

*La séance est levée à 15 h 35.*